

1992.

Depuis la mosquée Émir-Abdelkader encore en chantier, le muezzin appelle au *dhubr*, la prière de midi. Constantine s'apaise sous le soleil, les rues se vident, c'est comme si la ville reprenait son souffle.

Là-bas, le Français est assis à la terrasse du petit café face à l'université Mentouri. Comme d'habitude. Il sirote un *lekbchef*, comme d'habitude.

Le capitaine Albin Stein est l'agent traitant de la DGSE en poste à Constantine, il connaît bien l'Algérie. Il a des racines séfarades, paraît-il. Mais lui, il n'est pas juif comme son nom pourrait le laisser penser. D'ailleurs, un jour, il a dit qu'il ne croyait pas en Dieu, en aucun dieu. Mais tout cela n'intéresse pas le commandant Djaber. Ce qui l'intéresse, c'est de savoir si la France est capable de s'opposer aux plans de ses chefs à lui. La France est-elle capable de sauver l'Algérie du péril qui la menace? La France est-elle capable, devant l'horreur à venir, de ne pas considérer l'Algérie uniquement comme une partie de son pré carré africain? Djaber ne trahit pas pour de l'argent, ni même pour des convictions politiques. Il trahit parce qu'il n'en peut plus de voir son pays aux mains de gens corrompus, ses chefs, de voir ces morts, cette violence. Il en est à espérer que la France, le colonisateur, l'ennemi d'hier qui a tué son père dans les Aurès, sauvera l'Algérie d'elle-même.

La violence s'est abattue sur l'Algérie il y a bien longtemps. Et lorsque les Français ont été chassés du pays en 1962, la violence a continué avec la prise de pouvoir

du colonel Boumédiène, en 1965. Mais la violence qui inquiète le commandant Djaber est née à la fin des années quatre-vingt.

En 1989, l'adoption d'une nouvelle constitution et l'apparition de nombreux partis politiques, dont le Front islamique du salut (FIS), devaient pourtant ouvrir le pays à la démocratie. C'est ce que le pouvoir a proclamé. L'année suivante, les premières élections locales remportées par le FIS augurèrent pourtant du pire. En décembre 1991, au premier tour des élections législatives, les islamistes, avec à leur tête Abassi Madani et Ali Belhadj, ont remporté 47% des suffrages. Pour éviter le raz de marée, l'armée a mis un terme brutal au processus électoral. C'est là que Djaber s'est tourné vers la France, en tout cas vers l'un de ses fonctionnaires, le capitaine Stein. Djaber ne savait que faire des renseignements qu'il avait récupérés. Le Français a tout de suite compris qu'il était un honorable correspondant – comme on dit dans les services de renseignements français – exceptionnel.

À l'ombre des murs de l'université, Djaber attend encore quelques minutes en jetant discrètement des regards alentour, dissimulé derrière ses lunettes noires. C'est inutile, sans doute, parce que les hommes de la sécurité militaire sont bien entraînés et savent disparaître dans la foule.

Il traverse la rue et vient s'asseoir à la table voisine de celle de Stein en espérant que la chance sera avec lui.

Les deux hommes ne se regardent pas. Comme d'habitude.

— Bonjour, commandant, dit le Français sans lever les yeux de son journal.

Djaber commande un café. Lui, il n'aime pas le *lekh-chef*: l'eau de rose, la fleur d'oranger, la cannelle... tout ça dans une seule boisson, c'est trop d'Algérie. Trop de clichés algériens pour le commandant Djaber.

Lorsque le garçon dépose la tasse devant lui, il paye immédiatement.

— Vous avez quoi pour moi, commandant ? fait Stein, une fois qu'ils sont seuls.

La main devant sa bouche, Djaber continue de lancer des coups d'œil inutiles à droite et à gauche, derrière ses verres fumés.

— Bon, voilà : les généraux veulent mettre sur pied une action d'infiltration massive des maquis.

Stein note sur son journal, à la page des mots croisés, ce que vient de lui dire son honorable correspondant.

— Les généraux, qui exactement ?

— Smaïl, Médiène, Nezzar et d'autres encore, les janviéristes, quoi. Ils espèrent délégitimer les islamistes du FIS.

Stein a un rapide rictus, il passe une main dans ses cheveux blonds.

— Je ne comprends pas : comment ça, délégitimer les islamistes ?

— Ils veulent placer des hommes à eux au sein même des maquis pour que leurs crimes salissent le FIS et tous les islamistes.

Stein se racle la gorge, visiblement mal à l'aise.

— Vous dites que les généraux veulent commettre des assassinats en les faisant passer pour ceux du FIS ou de l' AIS ? Vous avez des preuves ?

— On m'a demandé d'établir une liste de personnalités de la société civile à éliminer. Une liste destinée à être transmise aux islamistes, sans que ceux-ci sachent que nous l'avons établie.

Le Français cesse d'écrire et ne peut s'empêcher de tourner les yeux vers le commandant Djaber.

— Arrêtez ça tout de suite, intime Djaber sans lever le ton. Vous voulez qu'on me repère ou quoi ?

Stein se penche à nouveau sur ses mots croisés, repousse son verre.

— Franchement, commandant, vos chefs ne sont pas

des anges, je veux bien l'admettre. Mais de là à jouer au docteur Frankenstein...

Il sourit. Ce con de Français sourit.

Soudain, un éclair passe dans son champ de vision. Djaber ne tourne pas la tête, mais il a le temps d'apercevoir un homme à l'arrière d'une voiture bleue garée non loin du café, qui utilise une longue-vue ou un appareil photo. Putain ! Quelqu'un le file.

— Je vous laisse, murmure-t-il en se levant.

— Qu'est-ce qui se passe, commandant ? répond l'autre, sans élever la voix et sans cesser de remplir sa grille de mots croisés.

— C'est moi qui vous recontacterai.

— Il me faut des preuves, commandant, sinon jamais mes chefs....

Djebar quitte la terrasse sans écouter. Il ne se demande plus si la France est capable de sauver l'Algérie, il se demande seulement combien il lui reste, à lui, à vivre.
